

**Appel à communications, ACFAS 2022.**

## **Des territoires en transition. Les multiples facettes du développement territorial**

Entre centres et périphéries, entre villes et campagnes, les territoires, à la fois réalités géographiques, constructions sociales et, pour certains, cadres administratifs et politiques constitutifs de collectivités, sont soumis à diverses forces et tensions touchant à leur développement socio-économique, à leur démographie, à la protection et à la gestion de leurs ressources naturelles et environnements, à leurs rapports avec les autres et à la maîtrise de leur destinée.

La plupart des auteurs s'intéressant au développement territorial s'entendent sur certaines caractéristiques, parfois idéalisées, qui le définiraient : démarches localisées reposant sur un espace géographique dont les limites peuvent être mouvantes et sont d'abord fixées par les dynamiques d'acteurs ; démarches endogènes, participatives ou concertées, au sens où le développement territorial serait avant tout le fruit d'une démarche volontaire portée par les citoyens ou d'un capital social susceptible de compenser certains désavantages structurels ; démarche intégrée au sein de laquelle le développement territorial ne peut se penser qu'en réfléchissant simultanément à la cohérence des aspects sociaux, économiques et environnementaux et en dépassant les intérêts sectoriels et particuliers. Évidemment, ce développement où l'autonomie et la démocratie sont des valeurs cardinales se fait en interaction avec l'État, diverses organisations et autres acteurs dont la présence de l'action sur le territoire en question peut apparaître plus ou moins opposée ou heureuse pour le développement territorial visé.

Au Québec, le CRDT, qui rassemble les chercheurs des universités québécoises intéressés par le développement territorial, s'est beaucoup penché sur les dynamiques de développement, mais aussi parfois de régression, qui touchent les régions non métropolitaines. Ces territoires sont soumis à des tensions qui se renouvellent continuellement. Longtemps analysées en termes économiques autour de la relation de dépendance qui lie ces territoires aux aires métropolitaines et aux capitaux extérieurs, les dynamiques de régression/développement de ces territoires sont aujourd'hui regardées en s'intéressant à la diversité des conditions sociales et environnementales qui les caractérisent. À ce titre, elles ont, dans certains endroits, ouvert des interrogations qui aujourd'hui touchent la société tout entière.

La période récente apporte son lot de questions qui, si elles ne sont pas toujours nouvelles, interrogent les modalités d'une transition de nos économies et de nos sociétés vers des modèles de développement qui sachent à la fois corriger les problèmes écologiques et sociaux engendrés par des systèmes de production qualifiés parfois de « productivistes » ou « extractivistes » et bâtir de nouvelles perspectives. La position du gouvernement actuel affiche la volonté de reconnaître plus d'autonomie et d'accorder plus de pouvoir aux gouvernements municipaux sur une carte politique où se pose la question du partage des capacités et des responsabilités entre les municipalités et les municipalités régionales de comté. La crise sanitaire qui a mis à l'arrêt une partie de l'économie mondiale depuis avril 2020 a, elle aussi, apporté son lot de questions autour de l'organisation du travail, de l'occupation du territoire, des approvisionnements de proximité, de la numérisation. Les territoires non métropolitains ont été brutalement confrontés à des questions criantes relatives au logement, aux transports, à l'accès aux réseaux haut-débit, à des mobilités inédites, qu'elles soient ou non temporaires, voire à l'approvisionnement en denrées de base. Le secteur des services s'en est trouvé bouleversé, avec une division du travail entre celles et ceux pouvant effectuer leur travail à distance et celles et ceux contraints d'effectuer leurs tâches en « présentiel », sans parler des nombreux métiers qui n'ont eu d'autre choix que de se réinventer.

C'est à une réflexion autour de ces transformations à laquelle vous invite le CRDT pour cette session spéciale dans le cadre du congrès 2022 de l'ACFAS qui se déroulera à l'Université Laval. La liste de thèmes ci-dessous, sans être exhaustive, donne un aperçu de diverses questions d'intérêt pour le développement territorial et sont portées à l'attention des chercheuses, chercheurs, étudiantes et étudiants.

- Comment penser la transition sociale et écologique de territoires dont l'économie repose sur l'exploitation des ressources naturelles ou se retrouve affectée par des événements climatiques extrêmes ?
- Quels enjeux de justice et d'équité sont-ils soulevés par les perspectives de transition sociale, économique et écologique des territoires ?
- Comment repenser l'accès des communautés aux ressources de leur territoire, comment repenser la gouvernance, la mise en valeur et la conservation de la valeur ajoutée générée par ces ressources ?
- Comment penser le développement territorial dans une économie renouvelée (économie du partage, économie circulaire, travail à distance ...) ?
- Comment les représentations des acteurs concernant le développement territorial, la relation aux ressources ou encore la cohésion communautaire influencent-elles les pratiques de transition sociale, économique et écologique dans les territoires ?
- Quelle transition énergétique serait praticable, acceptable et souhaitable pour les entreprises et les ménages dans les territoires non métropolitains ?

- Comment penser et qualifier la valorisation et l'activation, comme ressources territoriales, de la diversité des ressources (économiques, mais aussi sociales, culturelles, patrimoniales, environnementales ...) ?
- Comment repenser les liens entre territoires et gouvernement provincial et national ? Entre déconcentration et décentralisation, quelles territorialisations possibles des politiques publiques ?
- Quelle relocalisation des systèmes sociotechniques ? Entre autonomie et dépendance, multilatéralisme et souveraineté, comment repenser les échanges ?
- Comment se renouvellent les enjeux sectoriels (forêts, mines, agriculture, tourisme, commerce, transports, ...) dans une économie en transition ?
- Comment les migrations, le vieillissement démographique et l'évolution de l'économie dans un contexte de promotion de la vie « en région » et de pénurie de main-d'œuvre, transforment les collectivités dans leur composition sociale, les liens sociaux entre leurs membres, leurs identités et les orientations de leur développement ?

### **Soumission des propositions**

Pour le 10 février : envoyer une proposition de titre et un résumé d'un maximum de 500 mots à Patrick Mundler : [patrick.mundler@fsaa.ulaval.ca](mailto:patrick.mundler@fsaa.ulaval.ca)